

Rapport d'information :

SERVICES BANCAIRES POUR LES ENTREPRISES ET AIDE À LA CRÉATION D'ENTREPRISE POUR LES RESCAPÉS DE L'ESCLAVAGE MODERNE ET DE LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS



UNITED NATIONS
UNIVERSITY
Centre for Policy Research

FAST

FINANCE AGAINST
SLAVERY & TRAFFICKING

[Finance Against Slavery and Trafficking \(FAST\)](#) est une collaboration entre les secteurs public et privé, constituée de plusieurs acteurs et basée au sein du Centre de recherche sur les politiques de l'Université des Nations Unies (UNU-CPR). Elle s'attelle à mobiliser le secteur financier afin de lutter contre l'esclavage moderne et la traite des êtres humains. Grâce à son approche axée sur la création d'alliances et en basant ses activités sur des méthodes factuelles et une analyse rigoureuse, FAST fournit aux acteurs du secteur financier des outils et des formations afin qu'ils prennent des mesures significatives et durables contre l'esclavage moderne et la traite des êtres humains.

FAST collabore avec des organisations du monde entier afin d'étendre au maximum sa portée et son impact en mobilisant le secteur financier pour lutter contre l'esclavage moderne et la traite des êtres humains. Cette organisation est soutenue par un certain nombre de partenaires, dont l'Agence norvégienne pour la coopération au développement, le Bureau des affaires étrangères de la Principauté du Liechtenstein, le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce, l'Association des banquiers du Liechtenstein, LGT Group, Tarom Foundation, le ministère des Affaires étrangères et européennes du gouvernement luxembourgeois, Humanity United et Stiftung Fürstlicher Kommerzienrat Guido Feger, ainsi que le secteur privé, des associations philanthropiques et de la société civile.



ISBN : 978-92-808-6574-5 © Université des Nations Unies 2022.
L'ensemble du contenu (texte, visualisations, graphiques), sauf indication contraire, est publié sous une licence Creative Commons Attribution - Pas d'utilisation commerciale - Partage dans les mêmes conditions 3.0 IGO (CC BY-NC-SA 3.0). L'utilisation, la rediffusion et la citation de ce contenu sont autorisées sans autorisation préalable.



Contexte

FAST a mis en place une [Survivor Inclusion Initiative \(SII\)](#) en 2019 afin de faciliter l'accès aux services financiers pour les rescapés de l'esclavage moderne au Royaume-Uni, aux États-Unis et au Canada. Depuis lors, le secrétariat de FAST a fourni des ressources de formation, un soutien direct et des réunions périodiques pour ce projet qui rassemble désormais une coalition d'organisations participantes, dont 14 banques (au Royaume-Uni, aux États-Unis, au Canada et en Autriche) et plus de 30 organisations d'aide aux rescapés (SSO). À ce jour, elle a facilité l'accès de plus de 2 000 rescapés à des services bancaires de base, tels que des comptes chèques et des comptes d'épargne.

FAST a commandé un examen d'experts de la SII aux États-Unis, au Canada et au Royaume-Uni, qui a été achevé en avril 2022 par [Sarah Byrne](#) de Moore et van Allen (États-Unis). L'un des problèmes essentiels qui est ressorti des enquêtes et des entretiens menés au cours de l'étude est celui des besoins financiers à long terme des rescapés en matière de services bancaires aux entreprises et de soutien à la création d'entreprise : cinq des 14 répondants à l'enquête des SSO ont déclaré que les rescapés souhaitent un soutien commercial. Dans les enquêtes et les entretiens, les SSO et les rescapés participants ont indiqué que les produits et services suivants feraient progresser de manière significative l'inclusion et la sécurité financières durables des rescapés : comptes bancaires pour petites entreprises, plateformes de transactions entre pairs et prêts aux entreprises.

Une SSO participante, qui s'est concentrée sur l'esprit d'entreprise et la création de PME pour les rescapés, a suggéré de manière créative que la SII pouvait encourager les institutions financières à envisager des incitations monétaires pour les comptes bancaires des rescapés qui restent « dans le vert » afin de faciliter davantage la création de richesse.

Les institutions financières ont indiqué qu'elles étaient intéressées par une orientation accrue sur les cadres juridiques et réglementaires qui peuvent être utilisés pour soutenir une expansion des types de produits pour l'inclusion des rescapés, y compris le soutien aux petites entreprises. Cela inclut les attentes réglementaires liées à la détection de l'esclavage et de la traite, y compris l'intégration de nouveaux clients commerciaux.



La table ronde

En réponse aux problèmes soulevés dans l'examen d'experts, bien que la plupart ne relèvent pas du mandat de la SII, FAST a organisé une table ronde mondiale sur les entreprises des rescapés le 27 juin 2022 afin de mieux comprendre leurs besoins en matière de services bancaires et de soutien à la création d'entreprise. Cette table ronde s'est concentrée sur la façon dont les problèmes interconnectés pouvaient être abordés, avec l'intention que les idées et les recommandations des participants soient partagées avec les institutions financières et d'autres agences/organisations concernées travaillant sur l'autonomisation économique des rescapés.

La table ronde sur les entreprises de rescapés a réuni 28 participants des États-Unis, du Royaume-Uni, du Canada, du Kenya et du Cameroun (dont des entrepreneurs rescapés et des représentants d'organisations d'aide aux rescapés et d'institutions financières). Ce *rapport d'information* résume leurs contributions dans trois domaines : besoins des rescapés en matière de soutien aux entreprises, soutien bancaire aux entreprises des rescapés et autonomisation économique des rescapés. Les questions abordées et les recommandations qu'ils ont fournies sont présentées ci-dessous.

Principaux enjeux de la table ronde

Besoins des rescapés en matière de soutien aux entreprises

La SII a été créée suite à la reconnaissance du fait que les rescapés ont besoin d'un large éventail de services financiers et font face à des défis uniques en raison de l'exploitation qu'ils ont subie. Faciliter l'accès aux comptes bancaires de base pour les rescapés est une « première étape » cruciale pour garantir l'indépendance financière de ces personnes. L'accès à des produits financiers supplémentaires a toujours été reconnu comme potentiellement stimulant pour les rescapés, mais il existe d'autres obstacles pour ceux qui souhaitent créer leur entreprise. Obtenir un prêt commercial pour lancer leur entreprise, recevoir un soutien suffisant et gagner suffisamment d'argent pour avoir une activité durable ne sont que quelques-uns des problèmes soulevés. La discussion a identifié que les banques pouvaient faire partie de ce soutien avec d'autres organisations.


Recommandations :

- Les rescapés intéressés par la création d'une entreprise ont besoin de conseils et d'un soutien facilement accessibles pour développer des idées viables comme un plan d'affaires et une structure d'entreprise (par exemple, choisir de créer une société à responsabilité limitée plutôt qu'une autre option), ainsi que des conseils sur les problèmes opérationnels concernant la création d'entreprise.
- Ce processus ne doit pas être traumatisant à nouveau – le personnel de la banque doit savoir comment ouvrir des comptes, suivre des pratiques tenant compte des traumatismes et être attentif et sensibilisé aux besoins des rescapés.
- Les banques et autres intervenants doivent entrer en contact avec des organisations d'aide aux rescapés qui peuvent faciliter le mentorat entre pairs par des entrepreneurs rescapés ayant des entreprises similaires.
- Les fonds provenant des actifs saisis doivent être mis à la disposition des entrepreneurs rescapés, par le secteur financier.

Soutien bancaire aux entreprises des rescapés

S'appuyant sur leur implication dans la SII, les participants du secteur bancaire ont exprimé leur volonté d'explorer la création de prêts aux entreprises et d'ouvrir des comptes professionnels pour les rescapés. Cependant, les banques doivent en savoir plus sur les processus impliqués dans la fourniture de services à ces clients, qui peuvent avoir des antécédents financiers différents de ceux des autres clients professionnels. Une rescapée a expliqué son expérience bancaire aux États-Unis et comment elle n'aurait pas continué à utiliser les services d'une banque sans l'implication des organisations d'aide. Un représentant d'une banque a indiqué que sa banque offre aux entreprises dirigées ou détenues par des femmes un accès au capital, à la formation et aux conseils, dont elles pourraient tirer des enseignements à coup sûr.

L'engagement des banques à fournir un soutien commercial aux rescapés implique plusieurs parties prenantes au sein de la banque elle-même, notamment le développement communautaire qui travaille avec les groupes vulnérables, les régulateurs/l'équipe juridique et l'équipe de conformité. Les problèmes suivants ont été identifiés comme devant être pris en considération : propriété effective ; contrôle clients (KYC) ; contrôle des personnes impliquées dans la propriété effective ; quelles données sont nécessaires ; assurance de protection des paiements (PPI) ;



comment intégrer les rescapés ; et le besoin de visibilité et d'alignement de ce travail dans les organisations. Il était prévu que la mise en place de produits commerciaux spécifiques pour les rescapés pouvait être un processus long en raison de problèmes juridiques et réglementaires.

Cependant, les rescapés ont également fait valoir que les aider à accéder aux services peut créer un effet d'entraînement sur la demande de services bancaires. Chaque rescapé soutenu est plus susceptible de soutenir/employer d'autres rescapés, qui deviendront des clients de la banque et s'engageront dans des transactions commerciales avec celle-ci, créant ainsi plus de clients pour l'établissement en question.


Recommandations :

Formation

- Un changement de perception et de mentalité : souvent, les rescapés sont stigmatisés comme des clients « à risque » ou des personnes ayant besoin « d'aide ». Les rescapés souhaitent que les banquiers les considèrent comme des clients potentiels qui ne sont pas moins risqués que les autres. En effet, leurs expériences passées les ont rendus encore plus résilients.
- Les banques devront être sensibles aux besoins croisés dans leur pratique en tenant compte des traumatismes, notamment les besoins basés sur le fait d'être un rescapé, ainsi que le sexe, la sexualité, le handicap et l'identité raciale des rescapés.
- Étant donné que les rescapés sont les mieux informés sur leurs expériences, les banques peuvent envisager de les employer pour dispenser une formation sur leurs traumatismes.

Produits et services financiers

- Les banques doivent travailler avec des dirigeants rescapés pour plaider auprès des régulateurs, en tant qu'acteurs importants dans cet espace, en faveur du soutien aux entreprises par le biais, par exemple, d'une « lettre de commentaires » publique pour les sensibiliser aux besoins concernant le soutien aux entreprises pour les rescapés.
- Les banques doivent envisager de fournir des prêts aux rescapés sans intérêt ou des micro-prêts qui peuvent être augmentés lorsque le rescapé démontre sa capacité à développer son entreprise et à rembourser dans les délais.
- Les banques doivent travailler avec les entrepreneurs rescapés et les organisations d'aide pour recueillir des



exemples concrets de ce qu'implique la fourniture de services commerciaux appropriés aux rescapés.

- Les banques doivent envisager d'autres références à la place des références de crédit, par exemple, les organisations de soutien peuvent fournir des références de caractère pour les rescapés afin d'attester de leur fiabilité.
- Les rescapés doivent être impliqués dans le test et le pilotage des produits de services financiers.

Autonomisation économique des rescapés

Les participants savent que les besoins des rescapés varient considérablement en fonction du contexte. Tous les rescapés ne sont pas intéressés par la création de leur propre entreprise, mais bénéficieraient à coup sûr d'un soutien à l'autonomisation économique. Un participant des pays du Sud a souligné l'importance de l'agriculture et de la culture alimentaire durables pour les rescapés. Il a été souligné que de nombreux rescapés sont prêts à être employés. Cependant, certains d'entre eux sont confrontés à la difficulté d'avoir le droit de travailler, par exemple s'ils sont des non-ressortissants. De nombreux participants à but non lucratif ont décrit leurs programmes de développement professionnel et d'autonomisation pour les rescapés afin de les préparer au travail (voir la liste des organisations d'aide aux rescapés à l'annexe A).

Recommandations :

- Les institutions financières et le secteur privé peuvent aider les rescapés à se « préparer à trouver un emploi », par exemple en les aidant à rédiger leur CV, à obtenir des références, à acquérir une expérience professionnelle et à accéder à un emploi rémunéré.
- Les rescapés peuvent utiliser leurs expériences vécues pour améliorer les logiciels et les outils numériques destinés à répondre au problème de la traite. Les innovations technologiques intégreront ainsi leur contribution.
- Les institutions financières, le secteur privé et le gouvernement doivent soutenir les rescapés en mettant en place, par exemple, un revenu de base universel (RBI), en créant des bourses d'études et en leur donnant accès à des terrains/espaces pour leur entreprise.
- Les secteurs public et privé, notamment les institutions financières, doivent collaborer pour financer les services d'aide aux rescapés gérés par ceux-ci.




Annexe A

[L'Avery Center](#) est une organisation dirigée par des rescapés qui se consacre à la réduction des obstacles à la stabilité économique pour les communautés marginalisées touchées par le commerce du sexe, grâce à des services directs fondés sur des preuves et dirigés par les rescapés, notamment en matière de logement, d'emploi, de soutien par les pairs et d'outils pour améliorer le bien-être financier. Elle gère un programme de formation professionnelle qui fournit un emploi immédiat aux rescapés et intègre le développement des compétences personnelles et professionnelles sur une période de 12 à 18 mois, en utilisant des pratiques tenant compte des traumatismes.

[Shyne](#) est une organisation à but non lucratif basée à San Diego qui offre aux rescapés des services de développement professionnel destinés à renforcer leur sens des affaires et à améliorer l'accès à des revenus. Elle gère un incubateur d'entreprises de neuf mois qui facilite le développement et l'éducation des rescapés en matière d'entrepreneuriat et anime un réseau de plus de 50 rescapés entrepreneurs qui partagent soutien et ressources.

[La mission d'AnnieCannons](#) est d'aider à transformer les rescapés de la traite des êtres humains en ingénieurs logiciels. AnnieCannons propose un programme complet de formation et de développement de la main-d'œuvre qui permet à nos participants d'accéder à une formation technologique hautement qualifiée, de se préparer à trouver un emploi et d'avoir davantage de possibilités de gagner un revenu significatif et de devenir économiquement indépendants. Notre objectif est de créer une résistance générationnelle à l'exploitation grâce à un meilleur accès à la technologie et à l'éducation, ainsi qu'à une meilleure connaissance, une meilleure exposition et un meilleur accès aux opportunités professionnelles qui brisent le cycle de la pauvreté et de la vulnérabilité.

[TRIBE Freedom Foundation](#) est une organisation caritative communautaire dont la mission est de mettre fin à l'esclavage moderne et de rendre les rescapés autonomes. Ces dernières années, elle a travaillé en étroite collaboration avec le secteur financier et a défendu l'importance de l'autonomisation financière (une approche holistique de l'inclusion financière des rescapés et de l'indépendance financière à long terme) comme l'une des



étapes les plus importantes pour les rescapés de l'esclavage moderne souhaitant retrouver leur liberté et vivre de manière indépendante. Le TRIBE Survivor Financial Empowerment Hub, développé en partenariat avec le Nasdaq, rassemble des conseils clairs pour les institutions financières et les organisations d'aide aux rescapés afin de promouvoir leur autonomisation financière et est un outil inestimable pour toutes les banques.

HERA est une organisation caritative qui se consacre au développement de l'esprit d'entreprise chez les femmes afin de prévenir les migrations dangereuses, la traite des êtres humains et les risques d'être de nouveau victime de traite. Sa mission est d'aider les femmes à atteindre une autonomie financière pour prévenir la traite et les risques de retomber dans cet engrenage. HERA propose actuellement trois programmes : (i) son *programme d'été* soutenu par des sponsors recrute des étudiantes parmi des femmes rescapées sur les recommandations faites par des partenaires caritatifs. Pendant six semaines, les participantes sont exposées à une formation à la rédaction de CV, aux compétences commerciales, aux techniques de présentation, au renforcement de la confiance en soi, au bien-être et à l'intelligence sociale et émotionnelle ; (ii) son *programme de mentorat* recrute, gère et forme 25 mentors issus du monde des affaires et de l'entrepreneuriat. Chaque mentor (accrédité par l'ACCPH) est généralement jumelé à une étudiante qu'il ou elle aide et soutient pendant les 13 mois qu'elle passe à l'HERA ; (iii) son programme pour les anciens, qui devrait être lancé cette année (2022), consistera à solliciter des stages et du travail bénévole pour les étudiantes, dont beaucoup n'ont pas le droit de travailler pendant le traitement de leur demande d'asile. De nombreux étudiants d'HERA ont démarré une entreprise, obtenu des stages universitaires et obtenu un emploi rémunéré.



UNITED NATIONS
UNIVERSITY

Centre for Policy Research



cpr.unu.edu
@UNUCPR

www.fastinitiative.org
Twitter : @FinComSlavery

767 Third Avenue, Suite 35B
New York, NY 10017, États-Unis